

[https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id\\_article=99](https://ernestmandel.org/spip.php?page=article&id_article=99)

# Vingt années de La Gauche, vingt années de lutte de classe en Wallonie et à Bruxelles

- Écrits -

Date de mise en ligne : dimanche 14 novembre 2010

Date de parution : 15 décembre 1976

---

Copyright © Ernest Mandel - Tous droits réservés

---

L'histoire de La Gauche est intimement liée à l'histoire du mouvement ouvrier et de la lutte de classe en Wallonie et à Bruxelles, depuis 20 ans. Nous ne prétendons pas que le courant de La Gauche représente en tout ou même en partie importante la classe ouvrière wallonne. Ce serait exagérer. Nous n'avons cessé d'être une minorité plus ou moins réduite au sein de cette classe ouvrière. Mais nous pouvons affirmer que la naissance et les vicissitudes de La Gauche sont liées aux hauts et bas de la lutte de classe dans ce pays. Notre courant a essayé d'influencer la marche réelle de cette lutte de classe dans un sens qui correspond aux intérêts historiques autant qu'immédiats de la classe ouvrière.

## La naissance de La Gauche

La Gauche est née, il y a 20 ans, d'une prise de conscience assez largement répandue chez des militants politiques et syndicaux du mouvement ouvrier :

- prise de conscience d'une discordance entre une gauche syndicale majoritaire au sein de la FGTB wallonne d'une part et la branche politique du mouvement ouvrier d'autre part. Celle-ci, dans les sphères dirigeantes du PSB et du PC, n'exprimait point, ou seulement de manière de moins en moins satisfaisante, les préoccupations des travailleurs et syndicalistes wallons et bruxellois les plus combattifs.
- et d'une autre discordance entre une montée nette et visible de la combativité de la classe ouvrière wallonne, et l'absence de tout débouché politique de cette combativité. Le PSB était engagé dans une politique d'alliance à long terme avec la bourgeoisie libérale-conservatrice. Il s'entêtait dans une politique de guerre scolaire qui maintenait divisée la classe ouvrière entre socialistes et chrétiens.

Des militants venus d'horizons divers - les uns d'origine trotskyste, d'autres d'origine anarcho-syndicaliste comme l'équipe autour d'André Renard, d'autres encore d'origine socialiste de gauche, certains finalement d'origine « chrétienne de gauche » - s'accordaient sur la nécessité de surmonter cette double discordance :

- en transférant au sein du PSB les idées et la pression ouvrière de la gauche syndicale renardiste ;
- en élaborant une stratégie de rechange à celle de Max Buset et d'Achille Van Acker, stratégie axée sur la guerre scolaire et sur la tentative (d'ailleurs vouée à l'échec) d'écarter longtemps de l'exercice du pouvoir le seul Parti Social Chrétien, quel que soit le prix de collaboration de classes et de freinage des luttes ouvrières que l'Action Commune socialiste devrait payer pour l'application d'une telle stratégie. La stratégie de rechange fut celle d'une offensive extra-parlementaire du mouvement ouvrier socialiste, fondée sur la lutte pour des réformes de structure anti-capitalistes (c'est-à-dire en fait pour des revendications transitoires) (1) offensive qui finirait par faire éclater le bloc contre-nature des travailleurs chrétiens et de la bourgeoisie catholique et permettrait ainsi d'envisager une unité d'action syndicale et une politique de la classe ouvrière, largement majoritaire dans le pays.

Il y avait pas mal d'imprécisions et d'ambiguïtés dans cette double démarche. C'était inévitable vu l'absence d'homogénéité idéologique de l'équipe qui a fondé et dirigé La Gauche au cours des premières années de son existence. Mais il apparaîtra incontestable aux yeux d'un historien objectif que cette démarche du courant de La Gauche a exprimé un besoin réel de la partie la plus dynamique et la plus critique de notre classe ouvrière, et que ses efforts ont eu des répercussions réelles. Ce courant a largement contribué à préparer le terrain sur lequel a fleuri la grève du siècle.

## De la grève des métallos de 1957, en passant

# par la grève des mineurs en 1959, à la grève générale de 1960-61

Après un démarrage assez lent et difficile, le courant de La Gauche connaît une double stimulation. Il y a d'abord la grève des métallos de 1957, qui accentue le conflit entre la droite social-démocrate autour d'Achille Van Acker et la gauche renardiste, tant au sein de la FGTB qu'au sein du PSB. Et puis, il y a l'échec des élections législatives de 1958, où, contrairement aux prévisions de l'équipe Buset-Van Acker, la politique de coalition gouvernementale et de modération dans la prospérité ne rencontre guère le succès escompté.

Au Congrès de Noël 1958 du PSB, le courant de La Gauche prend son véritable envol, lancé par un discours remarquable d'André Genot. La pression de la base, avant tout de la base syndicale wallonne, oblige la direction du PSB à intégrer le programme des réformes de structure dans la plate-forme d'opposition socialiste au gouvernement Eyskens.

Léo Collard, devenu président du PSB, s'engage à respecter l'engagement doctrinal. Il bénéficie à ce propos d'un préjugé favorable chez de nombreux militants de base, y compris dans la gauche de la FGTB et du PSB. La montée du mouvement ouvrier wallon, bruxellois et, dans une moindre mesure, anversois et gantois, s'accroît. Cette radicalisation a un arrière-fond précis : l'inquiétude croissante des masses laborieuses concernant l'évolution de l'emploi en Wallonie.

Le vieillissement de la structure de l'économie capitaliste wallonne (la plus vieille du monde après celle de la Grande-Bretagne) risque de se traduire par l'effondrement successif de branches industrielles entières : l'industrie charbonnière, l'industrie de construction ferroviaire, l'industrie de la fonte. Les industries sidérurgique et verrière elles aussi de plus en plus menacées. Tout cela se traduirait par la perte de dizaines, voire de centaines de milliers d'emplois, par une crise d'effondrement de secteurs entiers de la classe ouvrière wallonne.

La riposte, déjà annoncée lors de la catastrophe de Marcinelle (1956) se présente dès 1959 ; une grève des mineurs dans le Hainaut se transforme en grève générale des mineurs. La Gauche l'appuie à fond et défend la seule proposition réaliste pour que la lutte pour la nationalisation soit victorieuse : l'extension de la grève aux secteurs rentables de l'économie capitaliste.

Ce fut le premier conflit entre l'équipe de La Gauche et le groupe de dirigeants syndicaux autour d'André Renard, qui condamnèrent cette prise de position comme irresponsable. Pourtant, rétrospectivement, il apparaît clairement que ce fut le dernier moment où la force compacte de la classe ouvrière wallonne aurait pu être jetée dans la balance pour la défense de l'emploi des travailleurs wallons. Deux ans plus tard, la combativité et le dynamisme des mineurs étaient déjà brisés par les pertes d'emplois. Aujourd'hui la classe ouvrière des mines, pendant trois quarts de siècle aile marchante du prolétariat hennuyer, a pratiquement disparu comme force sociale.

## La grève générale de 1960-61

Mais l'échec de la grève des mineurs n'est qu'un épisode dans l'ascension du mouvement ouvrier. Marquée par l'énorme manifestation du 75ème anniversaire du PSB, cette ascension débouche sur la préparation d'un combat généralisé contre la loi unique du gouvernement Eyskens, puis le déclenchement spontané (aux ACEC de Charleroi, à Cockerill-Ougrée à Liège, au port d'Anvers) de la grève générale de décembre 1960 - janvier 61. Ce que les travailleurs visent, à travers cette grève générale, c'est la solution de l'ensemble des problèmes sociaux et économiques qui les préoccupent : les réformes de structure anti-capitalistes, la contestation du pouvoir capitaliste sur l'outil, le travailleur et l'Etat.

La direction de la grève est assumée par André Renard et son équipe, qui en retirent un énorme prestige, en opposition avec la direction nationale de la FGTB autour de Louis Major, qui se refuse obstinément et à proclamer la grève générale et à organiser celle-ci dans les faits. Mais l'absence d'une stratégie de grève, et d'une organisation de la grève à la base, se font douloureusement sentir. La Gauche cherche à combler cette double lacune, en lançant sur grande échelle (des dizaines de milliers de numéros vendus) à la fois l'idée d'élection de comités de grève et l'idée de la marche sur Bruxelles.

Ces deux propositions sont rejetées par la direction renardiste. C'est le deuxième conflit entre La Gauche et la gauche syndicale. Elles sont aussi rejetées par la majorité des grévistes, mais après des discussions souvent passionnées et non sans avoir obtenu des succès remarquables dans certaines régions, succès dépassant de loin les forces organisationnellement associées au courant de La Gauche. Cet impact prouve que nous avons incontestablement vu juste, que nous étions les seuls à offrir une issue positive à la grève générale.

Celle-ci avait profondément remué la classe ouvrière en Wallonie, à Bruxelles et dans les grandes villes flamandes. Pour la première fois dans son histoire, la direction réformiste du PSB était contestée par des centaines de milliers de travailleurs. Il fallait offrir une issue organisationnelle à ces travailleurs qui n'étaient certes pas encore prêts à construire un parti révolutionnaire, mais bien, par contre, à rompre avec le PSB.

André Renard, prisonnier de son apolitisme, ne voulait pas engager ces travailleurs dans la construction d'un nouveau parti. Par ailleurs, le leader de la gauche syndicale ne voulait plus cautionner la politique de la direction PSBiste, profondément discréditée aux yeux de l'avant-garde ouvrière. Il chercha dès lors son salut dans une voie intermédiaire, par la création du Mouvement Populaire Wallon, ni parti, ni syndicat, mais groupe de pression sur l'un et l'autre. En Wallonie, le M.P.W. eut, au début, un succès de masse réel. La lutte pour l'objectif fédéralisme et réformes de structure anticapitalistes correspondait fidèlement aux aspirations d'une bonne partie des travailleurs wallons. En Flandre, l'identification du M.P.W. avec un wallingantisme ombrageux cassa net l'évolution vers la gauche de dizaines de milliers de grévistes de décembre 1960. Elle permit à la droite PSBiste de reprendre ses troupes en mains.

La bourgeoisie, elle aussi, avait eu chaud. Elle se rendait compte que la combativité et la radicalisation de la classe ouvrière wallonne ne pouvaient pas être brisée par une attaque frontale. Elles ne pouvaient qu'être sapées de l'intérieur du mouvement ouvrier. Ce fut le gouvernement Lefèvre-Spaak. Pour se justifier aux yeux des travailleurs radicalisés, la direction du PSB affirma qu'il s'agissait d'un pas décisif vers la réalisation du programme des réformes de structure.

Mais elle ne put maintenir cette thèse qu'en défigurant grossièrement les textes de ses propres congrès. Jouant sur les mots, elle interpréta le contrôle des holdings, compris originellement comme le transfert à la nation du domaine qu'ils contrôlent, en simple contrôle comptable par la Commission bancaire. On pourrait faire le bilan, rétrospectivement, pour savoir qui a eu raison : les Collard, Evalenko et Simonet qui affirmèrent froidement qu'on était en train de réaliser le programme de 1958, ou La Gauche qui s'opposa de toutes ses forces à la participation ministérielle, accusant les protagonistes de celle-ci, non seulement de trahir et de liquider le programme de 1958, mais encore de préparer le démantèlement de l'industrie wallonne, démantèlement dont ils partagèrent la responsabilité.

L'entrée du PSB au gouvernement fut en outre payée d'un prix politique terrible. Le PSC obligea les réformistes à voter des lois anti-grève, afin de faciliter à l'avenir la répression des piquets de grève, particulièrement dynamiques en 1960-61. Que ceux-là même qui avaient excité les grévistes un an plus tôt s'engageaient un an plus tard à les punir durement à l'avenir, cela ne pouvait que désorienter et démoraliser profondément la classe ouvrière. Cela ne pouvait que causer une défaite d'ensemble du mouvement ouvrier.

La Gauche s'est battue avec acharnement contre cette politique désastreuse. Dans le combat contre les projets sur le maintien de l'ordre, elle a en quelque sorte atteint le point culminant de son influence. Inspirant et coordonnant, avec « Combat », l'organe du MPW, l'opposition tant au niveau syndical qu'au niveau du PSB, elle a notamment édité un numéro spécial diffusé à plus de 50.000 exemplaires. Elle a sans doute déterminé la formation d'une opposition regroupant pour la première fois, au sein du PSB, la majorité des socialistes et des travailleurs wallons.

Mais le projet passa, amendé il est vrai. Comme prévu, il y eut affaïssement de la conscience de classe. Le PSB a payé cette politique de la perte d'un quart à un tiers de son corps électoral, aux élections communales et législatives qui suivirent...

## L'exclusion du PSB et le recul prolongé du mouvement ouvrier wallon

Prévoir des défaites ne permet pas de se maintenir du point de vue organisationnel. Les conséquences objectives défavorables du changement des rapports de forces sont plus importantes que les gains dus aux analyses correctes. C'est ce que le courant de La Gauche a appris à ses dépens après le recul qui a succédé au vote des projets sur le maintien de l'ordre, à la mort d'André Renard et au recul électoral du mouvement ouvrier wallon et bruxellois.

Le retournement de la conjoncture sociale permit à la bureaucratie réformiste d'ouvrir la chasse aux sorcières contre La Gauche, la direction du MPW et Links. La gauche socialiste obtint encore 25% des mandats contre la déclaration d'incompatibilité. Mais celle-ci fut tout de même votée.

Puis, il y eut une deuxième série de capitulations. Après celle de Cudell, d'Evalenko et Cie, qui avaient rallié la participation ministérielle de 1961, il y eut celle de Hurez et de Glinne, les « députés » de La Gauche, et celle des principaux dirigeants de Links, Calewaert, Deneckere et De Pauw. Le noyau dur de La Gauche se retrouva hors du PSB, et s'orienta vers la création d'un parti socialiste de gauche confédéral.

Mais il s'avéra bientôt que telle n'était pas l'intention d'une fraction du jeune Parti Wallon des Travailleurs à Liège, autour de Périn, que Jacques Yerna appuya trop longtemps de sa neutralité. Cette fraction entama dès ce moment un virage à droite qui allait l'amener d'un socialisme de gauche, à travers le wallingantisme du Rassemblement Wallon, à une intégration pure et simple au sein de la droite bourgeoise. La base propre de La Gauche se dispersa. L'UGS (Union de la gauche socialiste) bruxelloise qui avait obtenu un élu à la Chambre, notre camarade Pierre Legrève, grâce à un cartel avec le Parti Communiste connut un sort similaire, parallèlement à l'ascension du FDF. Aux élections législatives de 1968, la base électoral du PWT, de l'UGS et des socialistes de gauche flamands se réduisit à des dimensions groupusculaires.

Le recul de notre courant refléta celui du mouvement ouvrier et de la lutte de classe dans tout le pays, avant tout en Wallonie. La Gauche s'efforça de prévenir les travailleurs contre les illusions de la participation, notamment dans le cadre du comité de coordination de la politique sidérurgique où les lieutenants-héritiers d'André Renard se laissèrent entraîner. Ce fut peine perdue. Le recul de l'emploi, la réintroduction du chômage permanent à Liège se traduisirent par un recul de la combativité de la vieille génération des lutteurs métallurgistes.

Le bastion Cockerill-Ougrée fut lui-même entamé. Quand le patronat amorça l'offensive contre les délégués de combat de l'aciérie Thomas d'Ougrée, La Gauche fut seule à les défendre. Lâchement abandonnés par les dirigeants de la Fédération, ils furent finalement licenciés. Et ce licenciement porta un coup mortel à ce qui subsistait de la tradition renardiste. On était au creux de la vague. Et le contenu autant que la diffusion de La Gauche s'en sont ressentis. Nous avions à lutter pour notre survie qui était loin d'être assurée...

# La jonction avec la jeune génération et la création de la LRT

Mais on a tenu le coup. Et notre nouvel essor, une fois de plus, épousa la courbe de la lente remontée de la lutte de classe et du mouvement ouvrier dans son entièreté. A dater de la grève des mineurs du Limbourg de 1970, cette remontée se cristallise. Une nouvelle et jeune avant-garde ouvrière apparaît peu à peu : grève chez Caterpillar, grèves de secteurs jeunes de la métallurgie liégeoise, grèves auto-gestionnaires dans le Brabant wallon, reprise dans une classe ouvrière boraine jeune mais surtout les grèves de Glaverbel où notre courant joue un rôle important. Nous démontrons que la lutte contre le chômage et la perte d'emploi est possible, surtout grâce à l'arme du « contrôle ouvrier » et de « l'organisation démocratique de grève ».

Des combattants de premier plan de ce nouveau printemps de la lutte de classe se retrouvent dans les rangs de la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs née d'une fusion du PWT, de la JGS (Jeune Garde Socialiste), de l'UGS et de la Section belge de la IVème Internationale. La LRT rejoint la IVème Internationale mettant un point final à une évolution politique et doctrinale, qui n'avait plus depuis des années de divergences importantes avec le marxisme révolutionnaire. Et grâce à cette fusion, un sang neuf ranime le journal et son courant.

Encore une fois, le départ est laborieux, difficile même. L'entreprise semble un instant au bord de l'échec. Mais les événements aidant, l'expérience confirme bientôt la justesse de l'orientation. Les erreurs infantiles, sectaires et doctrinaires sont rapidement corrigées. La Gauche, organe de la LRT redevient de plus en plus ce qu'elle avait toujours été : un organe dans lequel les travailleurs les plus combattifs se retrouvent, dans leurs préoccupations et leur combat, rencontrent sous une forme systématique et programmatique ce qu'ils ressentent et désirent instinctivement. Cette fois-ci, l'équipe est politiquement homogène. Les ambiguïtés sont écartées. Le journal sert une entreprise organisationnelle précise : la construction d'un parti révolutionnaire, outil indispensable pour éviter de répéter les défaites passées, préparer la révolution socialiste et assurer les victoires futures.

C'est la construction, avec succès, du bastion rouge (2). C'est la stabilisation de la situation financière. C'est la mise sur pied de notre propre imprimerie qui permettra, après notre fête de la presse, la parution hebdomadaire sur 12 pages, avec une présentation nettement améliorée, à partir de janvier 77. Douze pages en français et 12 pages en néerlandais chaque semaine, ce n'est pas mal quand on voit où en est la presse de gauche en Belgique. Et nous espérons plusieurs milliers de personnes à notre fête de XXème anniversaire - après les mille qui participèrent à celle du Xème.

Ce n'est encore qu'un début. Mais le bilan démontre que nous n'avancions plus à reculons. Le reste dépend de la formation politique des militants, des progrès de la révolution socialiste en Europe et surtout, surtout, des progrès de notre classe ouvrière et de notre union intime avec elle.

## Notes :

1. On appelle "revendications transitoires" des revendications dont la réalisation est incompatible avec le bon fonctionnement du régime capitaliste. De telles revendications permettent de relier concrètement les situations vécues par les travailleurs à la perspective du socialisme.
2. C'est ainsi qu'à la Ligue, nous appelons le bâtiment qui regroupe à Bruxelles notre cadre permanent (administration, imprimerie, animation centrale de l'organisation...) [didim escort](#), [marmaris escort](#), [didim escort bayan](#), [marmaris escort bayan](#), [didim escort bayanlar](#), [marmaris escort bayanlar](#)